

Le 29 janvier 2010

L'INTERCONNEXION DES REGISTRES DU COMMERCE RÉPONSE AU LIVRE VERT

Dans le cadre d'une politique de relance du système financier et dans le contexte de crise, la Commission européenne estime qu'il est nécessaire de garantir un meilleur accès à l'information officielle sur les entreprises pour rétablir la confiance.

Selon elle, les registres du commerce jouent un rôle essentiel à cet égard en ce qu'ils enregistrent, vérifient, conservent et mettent ces informations à disposition du public.

Toutefois, ceux-ci ne fonctionnent que sur des bases nationales ou régionales et ne conservent les données que sur les sociétés immatriculées sur leur territoire.

Or, compte tenu des opportunités du marché intérieur, les sociétés tendent de plus en plus à exercer leurs activités au-delà des frontières nationales et il existe une demande croissante d'accès à l'information relative aux sociétés dans un contexte transfrontalier.

S'il est aujourd'hui facile d'obtenir des informations officielles sur les sociétés dans l'Etat membre où celles-ci sont immatriculées, l'accès aux mêmes informations à partir d'un autre Etat membre peut se trouver entravé par des obstacles d'ordre technique ou linguistique. Cela entraîne des coûts administratifs élevés et une transparence faible. Pour éviter aux tiers ou aux actionnaires d'avoir à effectuer des recherches dans 27 registres différents, il conviendrait de créer un point d'accès unique à l'information sur toutes les sociétés européennes.

Certes, il existe déjà quelques expériences de coopération entre les registres¹, mais celles-ci s'exercent sur une base volontaire et ne sont pas encore suffisantes. A travers son livre vert, la Commission propose plusieurs pistes de réflexion afin de créer une interconnexion des registres du commerce autour de deux axes : le premier est relatif à l'accès à l'information, et le second traite de la coopération des registres en cas de procédures transfrontalières.

¹ Le registre européen du commerce (European Business Register, EBR), le projet e-Justice ou le système d'information sur le marché intérieur (IMI).

I. L'ACCÈS À L'INFORMATION

Le livre vert invite les parties intéressées à se positionner sur les trois points suivants :

→ *Un réseau amélioré des registres du commerce des Etats membres est-il nécessaire ?*

Position de la CCIP

A titre préalable, la CCIP souligne que ce projet n'a de sens que :

- *si la nature et la qualité de l'information est la même dans tous les pays ;*
- *si les 27 états membres appliquent la même interprétation quant au dépôt des comptes et autres informations.*

La CCIP est, depuis de longue date, favorable à l'idée de créer une interconnexion des registres du commerce des Etats membres. De nombreux arguments militent en ce sens.

Compte tenu des textes communautaires (fusions transfrontalières, directive transparence, formes sociales supranationales) ou encore de la jurisprudence de la CJCE, la liberté d'établissement est une réalité. Aujourd'hui, les sociétés tirent de plus en plus partie du marché intérieur et exercent leurs activités au-delà des frontières nationales.

Or, jusqu'à présent, il n'existe aucun moyen permettant à tous les ressortissants européens, qu'ils soient partenaires commerciaux, créanciers ou consommateurs, d'accéder à une information fiable sur les sociétés à partir de n'importe quel Etat membre et de préférence dans n'importe quelle langue officielle de l'Union européenne.

Une interconnexion des registres est donc nécessaire pour permettre la recherche des informations sur une société ou un groupe de sociétés présents dans différents Etats membres sans pour autant devoir accéder, un par un, à chaque registre national ou régional concerné.

Par ailleurs, techniquement, rien n'empêche plus de créer ce réseau, puisque la directive 68/151/CE² impose aux Etats membres de disposer de registres électroniques depuis le 1^{er} janvier 2007 et que toutes les données officielles sur les entreprises étant dématérialisées en Europe.

→ *Les modalités d'une telle coopération doivent-elles être arrêtées dans le cadre d'un « accord de gouvernance » conclu entre des représentants des Etats membres et les registres du commerce ?*

Contenu de la proposition

Selon la Commission, il est nécessaire de tenir compte de l'expérience de l'European Business Register (EBR) pour mettre en place une interconnexion des registres. Toutefois, parce que l'EBR est une initiative essentiellement privée, il est difficile d'en améliorer l'efficacité par voie réglementaire. De plus, il ne regroupe que 18 Etats membres, alors qu'il est évidemment nécessaire de faire participer les 27 Etats membres.

² Modifiée par la directive 2003/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2003.

Il est donc proposé d'instaurer, éventuellement dans la première directive sur le droit des sociétés (68/151/CEE), l'obligation de connecter au réseau tous les registres du commerce de l'UE.

Cependant, une telle base juridique resterait insuffisante et il conviendrait de laisser une certaine liberté aux Etats membres afin de fixer les modalités de la coopération dans le cadre d'un « accord sur la gouvernance » du réseau électronique des registres du commerce.

Position de la CCIP

D'emblée, la proposition de modification de la première directive sur le droit des sociétés, pour imposer aux Etats membres l'obligation de connecter leur registre à un réseau européen semble pertinente.

Toutefois, chaque registre gardant son autorité, les problématiques suivantes devront être résolues:

Comment doit être organisée la traduction ?

Faut-il nécessairement traduire le contenu de chaque registre dans toutes les langues (Pour éviter une charge de traduction trop lourde, ne serait-il pas plus judicieux de restreindre la traduction aux langues principales de l'Union : Anglais, allemand, français) ?

Qui sera responsable du contenu ?

A qui reviendra la charge d'organiser et de gérer la maintenance du réseau et, plus en amont, sa mise en place technique ? Qui financera le système ?

Pour éviter ces écueils, une solution de facilité pourrait consister à élaborer un site unique, permettant à tous les ressortissants de l'UE d'avoir accès en « un clic » aux 27 registres par le biais de liens hypertextes³. Seulement, cette solution ne peut être pleinement satisfaisante compte tenu des nombreuses disparités entre les registres quant à la valeur juridique, la fiabilité ou la mise à jour des informations. Parmi les pistes envisageables pour y remédier, on pourrait s'inspirer du mécanisme mis en place par l' « Atlas civil judiciaire » sur le site de la Commission.

Cependant, si un tel « annuaire » pourrait offrir une vue d'ensemble de tous les registres européens et de leur réglementation, il ne permettra pas de faciliter à proprement parler la recherche, puisque l'information contenue par chacun d'entre eux ne sera pas mutualisée.

A ce titre, la CCIP estime qu'un système intégré (site web), aménageant un accès global à toute l'information sur les sociétés européennes, sans distinction de la provenance de l'information, pourrait avoir de l'intérêt. L'utilisateur ne doit pas avoir à sélectionner le registre local dans lequel il fait sa recherche. L'interface de recherche unique ainsi créée devra regrouper toute l'information contenue par les 27 registres, lui permettant simplement d'indiquer les informations recherchées.

Cependant, et pour les mêmes raisons de disparités, il serait important de déterminer un socle commun d'information pour chaque société. Une réflexion devrait être menée pour identifier les informations essentielles à diffuser.

³ Pour mémoire, cette voie a déjà été exploitée dans le cadre de la directive services. Un site européen dédié renvoie à chaque site national (http://ec.europa.eu/internal_market/eu-go/index_fr.htm#de).

➔ *Y aurait-il une valeur ajoutée dans le fait de connecter, à long terme, le réseau des registres du commerce au réseau électronique créé en vertu de la directive sur la transparence, où est conservée l'information réglementée sur les sociétés cotées ?*

Contenu de la proposition

Il est suggéré, à plus long terme, d'interconnecter le réseau des registres du commerce et le réseau électronique créé en vertu de la directive sur la transparence (2004/109/CE), où est conservée l'information réglementée sur les sociétés cotées.

Position de la CCIP

La création d'un point d'accès unique à toute l'information juridique et réglementaire des sociétés européenne est une solution pertinente améliorant la transparence du marché. Il est opportun de prévoir à plus long terme l'interconnexion des réseaux électroniques créés en vertu de la directive transparence.

On notera d'ailleurs à ce propos que l'article 22, 1. b) de ladite directive prévoit justement la mise en place d'un « réseau électronique unique, ou d'une plate-forme de réseaux électroniques reliant les États membres ».

Le site internet www.Francereginfo.com, initiative privée, est la première base européenne d'informations réglementées des sociétés cotées. Elle constitue une solution innovante d'accès immédiat aux informations réglementées des sociétés cotées, répondant aux objectifs de la directive Transparence. Elle pourrait, à ce titre, servir utilement à la construction de ce réseau.



II. LA COOPÉRATION DES REGISTRES DU COMMERCE DANS LE CADRE D'OPÉRATIONS TRANSFRONTALIÈRES DE FUSION OU DE TRANSFERT DE SIÈGE

La CCIP souligne l'intérêt de la mise en œuvre d'une coopération des registres dans le cadre d'opérations transfrontalières. Au demeurant, des expériences dans d'autres matières sont actuellement en cours, ce qui démontre qu'une coopération est aujourd'hui possible⁴.

En effet, les fusions transfrontalières, les transferts de sièges ou encore la création de succursales dans d'autres Etats membres, sont des opérations de plus en plus courantes. Or, par nature, plusieurs registres sont à chaque fois concernés. D'ailleurs, pour aller plus loin que ce seul état de fait, il faut rappeler que les textes communautaires eux-mêmes imposent cette coopération.

A ce titre, les différentes tentatives en la matière via l'EBR, le projet BRITE voire même l'IMI démontrent que la coopération des registres est une nécessité, afin d'organiser au mieux la circulation de l'information sur les entreprises. Cela permettrait d'améliorer non seulement la sécurité juridique mais également de réduire les charges administratives.

La Commission invite donc les parties prenantes à se prononcer sur les modalités de cette coopération, qui peut être envisagée selon trois options.

➔ *Positionnement sur les trois options proposées dans le livre vert*

🔗 Option 1 – Exploiter les résultats du projet BRITE

🇪🇺 *Contenu de l'option 1*

Le projet de recherche « Business Register Interoperability Throughout Europe » (BRITE) achevé en mars 2009 avait clairement pour objet de concevoir et de mettre en œuvre une interconnexion des registres. Selon la Commission européenne, il constitue un modèle d'interopérabilité technologiquement avancé comprenant une plateforme informatique de service et un instrument de gestion permettant aux registres de toute l'UE d'interagir. La création d'un réseau des registres devrait mettre en œuvre les résultats du projet BRITE.

🇪🇺 *Position de la CCIP*

L'utilité même du projet BRITE a été d'organiser la coopération des registres demandée par la Commission. Toutefois, les technologies développées dans le cadre de ce projet appartiennent aux 6 membres⁵ du consortium BRITE, dès lors, leur utilisation ne pourra se faire que sur une base contractuelle, ce qui risque de générer des questions de coût. Il apparaît aussi que, compte tenu du caractère volontaire de l'adhésion, la mise en place étendue du BRITE pourrait s'avérer difficile.

⁴ Un mécanisme de coopération a d'ores et déjà mis en place en matière de casiers judiciaires. En effet, la décision du Conseil 2009/316/JAI du 6 avril 2009, a créé le système ECRIS, qui permet une interconnexion informatisée des casiers judiciaires. Il s'agit d'un système informatique décentralisé permettant aux Etats membres d'échanger leurs informations, sans pour autant modifier leur modèle interne. Il est d'ailleurs prévu que la Commission établisse un logiciel permettant cette interconnexion.

⁵ 5 Etats membres et la Norvège.



Il conviendrait donc de trouver une base de travail qui inclurait dès le départ tous les Etats membres. Cela pourrait s'inscrire dans le cadre de l'accord sur la gouvernance du réseau électronique des registres précité.

Option 2 – Le système d'information sur le marché intérieur (IMI)

Contenu de l'option 2

Le système d'information sur le marché intérieur (IMI) est un instrument destiné à améliorer la coopération administrative des Etats membres. C'est un réseau fermé, utilisé aux fins d'échanges d'informations administratives, notamment dans le cadre de la directive sur la reconnaissance professionnelle et au titre de la directive service.

D'après la Commission, il peut potentiellement aider à la mise en œuvre de n'importe quel pan de la législation relative au marché intérieur.

Position de la CCIP

Ce système n'a pas été spécifiquement développé pour les besoins de la communication entre registres du commerce. Son objet initial est de permettre aux administrations de trouver les bons interlocuteurs dans les Etats membres et pour communiquer avec eux de manière rapide et efficace. Il implique une démarche des autorités qui l'utilisent afin d'obtenir des informations de la part d'une autorité d'un autre Etat membre. L'échange de données n'est pas automatique, il n'y a aucune centralisation.

La Commission estime toutefois que les procédures à appliquer pour les notifications à effectuer en vertu des différents textes sur le droit des sociétés seraient les mêmes que celles actuellement utilisées dans le cadre des demandes d'information.

Pourtant, la coopération entre les registres ne peut se satisfaire d'un système dans lequel il n'existe pas de notification automatique. En effet, tous les textes communautaires en matière de transfert⁶ ou de fusion⁷ prévoient expressément que lorsque la nouvelle immatriculation de la société a été effectuée, le registre de la nouvelle immatriculation le notifie au registre de l'ancienne immatriculation. La radiation de l'ancienne immatriculation s'effectue dès réception de la notification, mais pas avant. Il existe donc un intérêt évident que les notifications soient faites dans les meilleurs délais. Une notification automatique irait en ce sens.

Option 3 – Combinaison des options 1 et 2

Contenu de l'option 3

Cette option semble reconnaître l'imperfection du système IMI en matière de coopération des registres dans les procédures de transfert ou de fusion. De ce fait, et selon la Commission, le projet BRITE pourrait devenir, à plus long terme, l'outil adéquat pour organiser la coopération des registres européens.

⁶ Règlement relatif à la SEC, article 7, §11 ; Règlement relatif à la SE, article 8, § 11 ; Proposition de règlement relatif à la SPE, article 37, §8.

⁷ Directive sur les fusions transfrontalières, article 13 alinéa 2.



Position de la CCIP

Si cette option a comme avantage de donner plus de temps à l'élaboration du réseau, on pourra néanmoins objecter le risque que se développent en parallèle deux projets concurrents avec le même objectif. Il y aurait là une perte de synergie évidente et probablement un risque de surenchérissement des coûts.

Adapter l'IMI dans le seul but d'une période de transition alors que le BRITE a déjà achevé ses travaux n'apparaît donc pas comme une solution totalement satisfaisante.

En conclusion, pour la CCIP, même en combinant les options 1 et 2, le projet n'apparaît pas assez abouti. D'autres pistes permettant de fédérer l'ensemble des registres devraient être étudiées. Par exemple, la CCIP rappelle à la Commission l'existence du projet AEQUITAS, Cette expérimentation, menée entre 2001 et 2003 à l'occasion des formalités inter-registres opérées dans le cadre de la SE.

Positionnement sur la transmission d'informations sur les succursales étrangères

Contenu de la proposition

Le livre vert rappelle que la onzième directive sur le droit des sociétés (89/666/CEE) impose aux sociétés de fournir toute une série d'informations pour pouvoir créer une succursale dans un autre État membre. Toutefois, cette même directive n'impose pas aux registres du commerce concernés l'obligation légale de coopérer en cours de vie sociale ; c'est pourquoi les sociétés omettent souvent par la suite d'actualiser ces informations. Cela peut avoir des conséquences graves, notamment lorsque le registre dans lequel la succursale est immatriculée n'est pas averti de la dissolution de la société et fournit en conséquence des renseignements erronés aux tiers.

La Commission estime que le registre dans lequel la succursale est immatriculée doit pouvoir être régulièrement et automatiquement informé des changements importants intervenus dans le statut de la société.

Pour combler l'absence de notification automatique dans le système IMI, il est proposé de modifier la onzième directive sur le droit des sociétés (89/666/CE) afin d'imposer aux registres l'obligation légale de coopérer en matière de publicité de succursales.

Position de la CCIP

Compte tenu des difficultés existantes en matière d'informations relatives aux succursales étrangères, il est souhaitable de chercher à imposer aux registres une coopération en la matière. A ce titre, la onzième directive sur le droit des sociétés (89/666/CE) devrait là encore constituer une base juridique efficace.

Les modifications ainsi régulièrement effectuées et qui, jusqu'à présent, étaient mal actualisées devraient pouvoir être gérées par le système général de coopération des registres tel qu'il sera élaboré par la Commission.